

DIJON

Où pourrait être aménagé le grand parc urbain promis par le maire François

Sur la partie sud de la Cité de la gastronomie

Le 27 septembre, lors du conseil municipal de Dijon, le maire François Rebsamen (PS) avait vu l'opposition dénoncer sa politique de densification de la ville. L'ancien ministre avait alors rétorqué : « Il y aura un grand parc urbain durant ce mandat que vous n'attendez pas ! ». Le lieu où cet espace vert serait aménagé n'était pas défini, puisqu'il avait indiqué qu'il prendrait cette décision « avec les collègues de la majorité le moment venu ». Deux mois plus tard, le 22 novembre, cette fois durant la conférence de presse précédant le conseil municipal, François Rebsamen avait été interrogé sur la localisation de ce futur parc. Il avait indiqué qu'elle avait été définie. « Mais si j'en parle, les prix vont monter », avait-il dit, sans en dire davantage. Sur quels sites le projet de grand parc urbain pourrait-il être réalisé ? Tour d'horizon non exhaustif des pistes potentielles.

Rémy DISSOUBRAY

L'important espace situé à l'arrière de la Cité internationale de la gastronomie et du vin accueille aujourd'hui des bureaux et sert de parking aux ouvriers travaillant sur le chantier. Le permis d'aménager d'Eiffage prévoit sur cette zone une deuxième phase de construction de logements (plus de deux cents). À la place, le groupe municipal d'opposition "Agir ensemble pour Dijon" a proposé, à plusieurs reprises, d'aménager un grand parc de 2 hectares, au bord de l'Ouche. Mi-juin, son président Emmanuel Bichot (LR) affirmait que le projet de cette deuxième tranche de travaux n'était « pas finalisé » et ne se ferait « pas avant 2023 ».

Une proposition qui « coûterait énormément », mais...

Selon François Rebsamen (PS), cette proposition « coûterait énormément ». Mais le maire n'y avait pas opposé une fin de non-recevoir pour autant, déclarant simplement, lors du conseil municipal du 22 mars, « on va voir ce qu'il en est ». Et de poursuivre, en se laissant astucieusement une porte de sortie : « Pour le moment, on avance sur le projet tel qu'il est ». Le groupe Eiffage accepterait-il de faire une



C'est sur cette parcelle, servant aujourd'hui pour le chantier de la Cité de la gastronomie, qu'Eiffage a prévu sa deuxième tranche de construction de logements. Photo LBP/R. D.

croix sur les logements prévus ? En tout cas, l'aménageur n'a toujours pas officiellement indiqué quel était son projet dans cette zone. S'il y a bien des bâtiments représentés sur les visuels présentant la Cité de la gastronomie, leur aspect futur ne semble pas avoir été déterminé...

Une Cité plus verte

Aménager un grand parc sur cette partie sud de la CIGV serait hautement symbolique, mais aurait surtout des intérêts bien concrets. D'abord, don-

ner une continuité à l'espace boisé classé qui a été conservé sur le site et créer un espace de respiration idéal entre l'Ouche et la coulée verte. Quel visiteur se priverait, en plus des différentes activités (cinéma, expositions, restaurant, dégustation de vins), de s'y offrir une pause ? Nul doute que les habitants du quartier, même si le jardin de l'Arquebuse est à proximité, apprécieraient ce nouvel espace vert.

Ce parc permettrait aussi d'équilibrer un projet d'aménagement dont la densité est régulièrement pointée du doigt

par les opposants politiques comme par les Dijonnais.

François Rebsamen a déjà fait marche arrière par le passé. Comme en novembre 2019, lorsqu'il a renoncé à la deuxième phase de construction de l'écocité Jardin-des-Maraîchers. Alors que la Cité internationale de la gastronomie et du vin sera inaugurée le 5 ou le 6 mai, et qu'elle sera logiquement au cœur de sa cérémonie des vœux 2022, le maire de Dijon sortira-t-il une surprise de son chapeau concernant ce projet qui lui tient très à cœur ?

Au 7, rue de Mirande, en municipalisant le parc de la maison du colonel

Le parc de la maison du colonel *, à l'angle des rues Jean-Baptiste-Baudin et Mirande, fait aussi partie des sites potentiels. Et a l'avantage d'être déjà un espace arboré. Ici, l'enjeu financier réside dans le prix auquel la Ville de Dijon pourrait acheter le terrain.

Un petit retour en arrière s'impose : il y a tout juste un an, le 13 décembre 2020, il était ouvert au public. L'objectif était d'alerter les riverains sur le projet de construction envisagé sur le site par le promoteur Kaufman & Broad, lequel souhaitait acheter à l'État le terrain de 4 000 mètres carrés pour y construire un ensemble immobilier. Opposées à cette « bétonisation », des personnes avaient occupé illégalement la maison du colonel jusqu'à leur expulsion, le 8 janvier, à la suite d'une décision de justice. Ce vaste espace avait alors été fermé pour éviter tout nouveau squat. Mais la mobilisation pour sauver ce grand parc arboré ne s'est pas arrêtée, à travers notamment l'association Préservons nos arbres en ville, créée quelques mois plus tôt, en juin 2020. Ou encore le collectif pour la sauvegarde du parc Baudin-Mirande. Leur idée était identique : préserver le lieu pour que la Ville en fasse un parc municipal « dans un quartier manquant d'espaces verts ».

« Si l'État veut nous céder le terrain... »

Finalement, fin janvier, Kaufman & Broad décidait d'abandonner son projet, en ne déposant pas de permis de construire avant la date butoir. La promesse de vente conclue avec l'État, en juillet 2019, pour l'acquisition du terrain au prix de 4,55 M€, était ainsi caduque. Quelle était alors la position de



Le parc de la maison du colonel, d'une superficie de 4 000 mètres carrés, appartient à l'État. Photo archives LBP/R. D.

la municipalité après ce revirement de situation ? Sollicité, le maire de Dijon François Rebsamen avait affirmé que la Ville, n'ayant « pas de projet d'intérêt général » ni « les moyens » d'acheter le terrain et la maison du colonel, avait renoncé à exercer son droit de préemption. Mais, sur ce sujet également, il ne s'était pas montré catégorique : « Si l'État veut nous le céder pour l'euro symbolique, on

verra ce qu'on peut en faire ». Si ce prix semble utopique, une négociation est probablement envisageable pour que les deux parties y trouvent leur compte. Entre deux montants extrêmes, 1 € et 4,55 M€, il y a matière à discuter.

* Un des logements de fonction destinés aux colonels de l'armée de l'air.